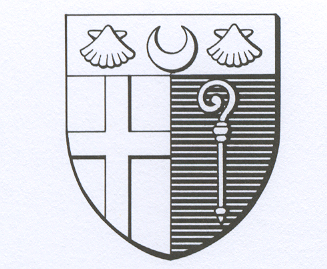
# *Ville de Saint-Georges-de-Mons*



***(Puy-de-Dôme)***

**Projet de Procès-Verbal de la réunion du Conseil Municipal**

**du 12 avril 2024**

L’An deux mil vingt-quatre, le douze avril, **le Conseil Municipal de la ville de SAINT-GEORGES-DE-MONS**, dûment convoqué s’est assemblé à 18 heures 30, salle du Conseil Municipal de Saint-Georges-de-Mons, lieu ordinaire de ses réunions pour la tenue d’une séance, sous la présidence de Monsieur PERRIN, Maire de Saint-Georges-de-Mons.

**Date de convocation :** 29/03/2024

Présents : M. PERRIN Julien, Maire

MM. RAYNAUD Dominique, DESGEORGES Céline, LEFOUR Maryse, BONNAFOUX Daniel, MILLIERAS Maëva, GRATADEIX Jean-François, TRIPHON Isabelle, VALANCHON Annie, AGRAIN Serge, BALY Franck, BRUCALE René, SABOURET Gérard (arrivé à 18 h 50).

Excusés : Mr DIAS Jean-Pierre (Pouvoir à Mr BONNAFOUX Daniel), Mme ELOY Ilda (Pouvoir à Mme LEFOUR Maryse), Mme BESSE LE PROVOST Aline (Pouvoir à Mme DESGEORGES Céline) Mr CROISIER Franck (Pouvoir à Mme TRIPHON Isabelle)

Absent(e) : /

La séance ouverte, il a été conformément à l'article 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil ; Mme DESGEORGES Céline ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

Nombre de membres en exercice : 17

Nombre de membres présents : 13

Nombre de votants : 17 dont 4 procurations

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**QUESTIONS DEBATTUES**

### Approbation du compte rendu de la réunion précédente :

Le Conseil Municipal, par 14 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) valide le compte rendu de la réunion du conseil municipal du 30 janvier 2024.

**Etat récapitulatif annuel des indemnités des élus**

Mr PERRIN présente l’état récapitulatif annuel des indemnités perçues par les élus pour l’année 2023 pour les mandats au titre de la commune de Saint-Georges-De-Mons. Il est précisé qu’aucun versement au titre du remboursement d’autres frais ainsi que pour les élus désignés par la commune au sein de syndicats au titre des compétences de la commune.

**ETAT RECAPITULATIF ANNUEL DES INDEMNITES**

Les articles 92 et 93 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l’engagement dans la vie locale et à la proximité de l’action publique imposent de nouvelles obligations de transparence en matière d’indemnités perçues par les élus locaux. Sont ainsi concernés :

- Les communes (article L. 2123-24-1-1 du code général des collectivités territoriales, CGCT)

- Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) (article L. 5211-12-1 CGCT)

- Les départements (article L. 3123-19-2-1 CGCT)

- Les régions (article L. 4135-19-2-1 CGCT).

Il revient à la Commune de Saint-Georges-De-Mons d’établir chaque année un état récapitulatif des indemnités de toutes natures dont bénéficient les élus siégeant à leur conseil, « au titre de tout mandat ou de toute fonction », exercés en leur sein d’une part, et d’autre part :

- au sein de tout syndicat mixte ou pôle métropolitain,

- au sein de toute société d’économie mixte/société publique locale.

Le texte impose de produire un état annuel et par conséquent, de ne mentionner que les sommes effectivement perçues sur l’année au titre de tous types de fonctions exercées dans ces structures.

La loi précise que doivent être indiquées dans l’état récapitulatif les indemnités de toutes natures « dont bénéficient les élus siégeant au conseil ».

S’agissant du calendrier de la communication de l’état récapitulatif, les articles du CGCT précisent qu’elle doit avoir lieu « avant l’examen du budget », donc avant le 15 avril.

L’état récapitulatif pour l’année 2023 est le suivant pour les mandats au titre de la commune de Saint-Georges-De-Mons :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom Prénom exécutif communal** | **Montant brut annuel de l’indemnité de fonctions pour 2023** |
| DESGEORGES Céline | 6 326.82 € |
| DIAS Jean-Pierre | 6 326.82 € |
| PERRIN Julien | 25 112.94 € |
| RAYNAUD Dominique | 6 326.82 € |

Pour information, il n’y a eu aucun autre versement au titre du remboursement d’autres frais ainsi que pour les élus désignés par la commune au sein de syndicats au titre des compétences de la commune.

### DCM 2024/17 : Compte Administratif 2023 – Budget Principal

Mr PERRIN indique qu’il est coutume que les comptes administratifs soient présentés par le 1er Adjoint. De ce fait, il cède la parole à Mr RAYNAUD pour ce point à l’ordre du jour.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Prévu** | **Réalisé** | ***Solde*** |
| **Dépenses de fonctionnement 2023** | 2 070 752.33 € | 1 879 197.90 € | **286 953.37 €** |
| **Recettes de fonctionnement 2023** | 2 070 752.33 € | 2 166 151.27 € |
|  |  |  |  |
| **Dépenses d'investissement 2023** | 1 433 379.92 € | 895 282.78 € | **112 605.25 €** |
| **Recettes d'investissement 2023** | 1 433 379.92 € | 1 007 888.03 € |

Mr BALY regrette qu’il n’y ait aucun respect de formalisme concernant les documents présentés et que ce soient simplement des documents de travail et dont certains reprennent les données jusqu’en 2014

*Mr BALY demande des explications sur le compte 60633 qui ne réalise que 3 894.65 € au lieu de 10000 € prévus.*

*Mr RAYNAUD répond que les Agents ont utilisés le stock de l’année.*

*Mr BALY demande des explications sur le compte 615232.*

*Mr RAYNAUD explique que cette dépense correspond à la mise aux normes de l’assainissement du presbytère qui n’a jamais été réalisée, pourtant obligatoire pour la vente du presbytère.*

*M. BALY demande le détail du compte 6281 qui a réalisé 6 461.12 euros.*

*Mr RAYNAUD explique que la dépense de la cotisation du CNAS d’un montant de 5 618.00 € a été imputée à tort sur cet article.*

*M. BALY demande des explications sur le compte 6588 qui réalise 71 071.32 € au lieu de 54477.91€ prévus.*

*Mr RAYNAUD explique que la somme de 54 477.91 € fait partie de la négociation qui a eu lieu en début de mandat avec le président du SIAEP, afin d’étaler la dette de 250 000 € sur toute la durée du mandat. La différence concerne le filet de sécurité pour 16 593.41 €. Ce dispositif a été mis en place par l’état pour accompagner les collectivités locales afin de faire face à la crise énergétique*.

*M. BALY rappelle à M. PERRIN qu’il n’a pas à intervenir dans le débat et le vote du Compte Administratif.*

*M. PERRIN rappelle à M. BALY que le Maire peut participer à la discussion de ses comptes mais il doit quitter l'assemblée délibérante au moment du vote de son compte administratif.*

*M. RAYNAUD demande le passage au vote.*

*M. PERRIN se retire au moment du vote.*

***Le Conseil Municipal par, 13 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) valide le compte administratif 2023 du budget principal.***

### DCM 2024/18 : Compte Administratif 2023 – Budget Complexe sportif

# Mr PERRIN indique qu’il est coutume que les comptes administratifs soient présentés par le 1er Adjoint. De ce fait, il cède la parole à Mr RAYNAUD pour ce point à l’ordre du jour.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Prévu** | **Réalisé** | ***Solde*** |
| **Dépenses de fonctionnement 2023** | 207 172.23 € | 142 003.86 € | **1 077.89 €** |
| **Recettes de fonctionnement 2023** | 207 172.23 € | 143 081.75 € |
|  |  |  |  |
| **Dépenses d'investissement 2023** | 186 378.72 € | 1. 769.77 € | **6 964.74 €** |
| **Recettes d'investissement 2023** | 186 378.72 € | 45 734.51 € |

### *Mr RAYNAUD fait part à l’assemblée de la baisse de consommation de l’éclairage sur les 2 budgets. Il tient à féliciter particulièrement l’association JUDO USGA, qui a mis en place un système de gestion du chauffage permettant une économie de 50 % sur la facture.*

*Mr RAYNAUD rappelle que l’isolation réalisée dans les combles de tous les bâtiments publics (800 m2 pour 1 €) a également contribué aux économies d’énergies.*

*Mr RAYNAUD tient à remercier l’ensemble des Agents pour leur implication dans la transition énergétique et pour leur travail quotidien.*

*Mr RAYNAUD rappelle l’instauration depuis le début du mandat d’un suivi chaque semaine de tous les articles comptables sur lesquels il est possible d’avoir une action.*

*Mr RAYNAUD signale qu’ENEDIS a installé un outil adapté aux besoins de la commune, permettant de suivre les consommations pratiquement à la ½ heure. Cet outil a permis de constater que le complexe sportif détient un compteur d’une puissance de 115 KVA. Il ajoute que plus le compteur est élevé, plus la facture est importante. La puissance de ce compteur a été baissée à 80 KVA.*

*Mr RAYNAUD informe l’assemblée de la sortie du groupement d’achats Territoire d’Energie, de 52 sites sur 62 vers ALTERNA (Soleil de la Viouze) ; Le prix est garanti pour 2 ans et c’est de l’énergie verte exclusivement.*

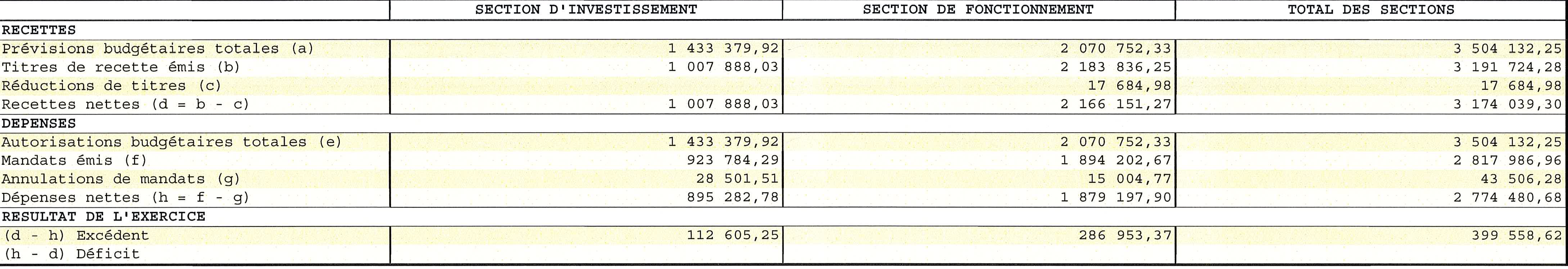
*M. RAYNAUD demande le vote de l’assemblée.*

*M. PERRIN se retire au moment du vote.*

***Le Conseil Municipal par, 13 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) valide le compte administratif 2023 du budget annexe du complexe sportif.***

### DCM 2024/19 : Compte de Gestion 2023 – Budget Principal

**Conformément à la tradition républicaine les comptes de gestion, administratifs 2023 seront présentés par le 1er Adjoint. Le budget 2024 sera quant à lui présenté par le maire.**



**Le Conseil Municipal, par 14 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) :**

Après s’être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l’exercice 2023 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l’état de l’Actif, l’état du Passif, l’état des restes à recouvrer et l’état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l’exercice 2023,

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice 2023 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

1° Statuant sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

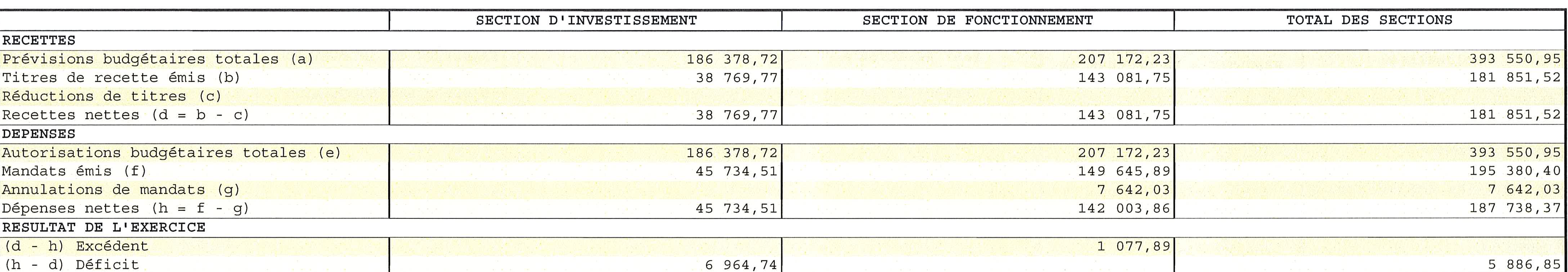
2° Statuant sur l’exécution du budget de l’exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l’exercice 2023 par le receveur, visé et certifié conforme par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part.

### DCM 2024/20 : Compte de Gestion 2023 – Budget Complexe sportif

**Conformément à la tradition républicaine les comptes de gestion, administratifs 2023 seront présentés par le 1er Adjoint. Le budget 2024 sera quant à lui présenté par le maire.**



***Le Conseil Municipal, par 14 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON)*** :

Après s’être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l’exercice 2023 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l’état de l’Actif, l’état du Passif, l’état des restes à recouvrer et l’état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l’exercice 2023

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice 2023 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

1° Statuant sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l’exécution du budget de l’exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

### - Déclare que le compte de gestion dressé, pour l’exercice 2023 par le receveur, visé et certifié conforme par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part ;

### DCM 2024/21 : Affectation des résultats 2023 – Budget Principal

### 

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le vote du Compte Administratif 2023 du budget général dont résultent les chiffres suivants :

Le Compte Administratif fait apparaître :

- Résultat de clôture 2023 – Fonctionnement : + 329 981.65 €

- Résultat de clôture 2023 – Investissement : - 170 901.62 €

Considérant l’excédent de fonctionnement, Mr le Maire propose au Conseil Municipal de procéder :

**1/**D’affecter en section d’investissement au compte 1068 : **35 024.09 €**

**2/** D’inscrire en section de fonctionnement au compte 002, l’excédent de fonctionnement reporté : **294 957.56 €**

**3/** D’inscrire en section d’investissement au compte 001, le déficit reporté : **170 901.62 €**

Son exposé terminé, le maire sollicite les débats dans l’assemblée :

*RAS au titre des débats.*

***Le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré et par 14 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) d’approuver cette proposition.***

### DCM 2024/22 : Affectation des résultats 2023 – Budget Complexe sportif

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le vote du Compte Administratif 2023 du budget annexe du complexe sportif dont résultent les chiffres suivants :

Le Compte Administratif fait apparaître :

- Résultat de clôture 2023 – Fonctionnement : **+ 1 077.89 €**

- Résultat de clôture 2023 – Investissement : **- 32 352.74 €**

Mr le Maire propose au Conseil Municipal de procéder :

**1/** D’affecter en section d’investissement au compte 1068 : **1 077.89 €**

**2/** D’inscrire en section d’investissement au compte 001, le déficit reporté : **32 352.74 €**

Son exposé terminé, le maire sollicite les débats dans l’assemblée :

*RAS au titre des débats.*

***Le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré et par 14 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) d’approuver cette proposition.***

### Mr le Maire remercie Mr RAYNAUD pour ces présentations.

### DCM 2024/23 : Subventions aux associations pour 2024

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d’attribuer des subventions aux associations.

Il rappelle que les associations ont été sollicitées afin qu’elles déclarent leurs projets et présentent à la Mairie les plans de financements prévisionnels de leurs opérations.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée.

…

*Mr BALY souligne qu’il n’a reçu aucun dossier pour demander une subvention pour l’association « Voyages Loisirs » dont il est le président récemment élu.*

*Mr PERRIN s’étonne car toutes les associations communales et intercommunales ont été contactées d’une part et que d’autre part, Mr BALY n’a pas à intervenir en tant que président de l’association « Voyages Loisirs » mais en tant que conseiller municipal.*

*Mr BALY rappelle que les coordonnées du nouveau bureau de l’association ont été données à la commune sachant qu’elles ont été publiées sur le bulletin municipal en janvier 2024.*

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré, par 14 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) d’accepter les propositions de subventions aux associations telles qu’elles sont annexées à la présente délibération.***

### DCM 2024/24 : Fixation des barèmes d’impositions pour 2024

Monsieur le Maire rappelle que conformément aux dispositions de la loi n°80-10 du 10 janvier 1980 modifiée, le Conseil Municipal doit fixer pour l’année 2024, les taux d’imposition des trois taxes directes locales de la commune.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°80-10 du 10 janvier 1980 modifiée,

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1407 et suivants, 1636 B sexies et suivants, et 1639 A,

Vu la loi de finances pour 2024 n°2023-1322 du 29 décembre 2023 et notamment l’article 151,

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée.

***Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l’unanimité, de conserver les taux de fiscalité directe locale 2023 pour l’année 2024 répartis de la manière suivante :***

- taux de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) : **37.34 %**

- taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) : **36.60 %**

- taux de taxe d’habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à la résidence principale (TH) : **6.27 %**

***et d’autoriser le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à l’exécution de la présente délibération.***

### DCM 202/25 : Budget primitif 2024 – Budget Principal

….

*Mr PERRIN explique à l’assemblée que du fait de la réception tardive de la dotation DSR d’un montant de 200 000 € (mail du 10/04/2024) il est nécessaire de modifier le budget, afin que le principe de sincérité budgétaire impliquant l’exhaustivité, la cohérence et l’exactitude des données financières fournies par l’état s’inscrit au sein d’un processus de transparence de gestion publique.*

*Mr PERRIN rappelle au conseil municipal que la contribution du SIRB était jusque-là fiscalisée et donc à la charge directe du contribuable. Avec l’attribution de cette dotation de l’état, et afin d’alléger la part des administrés sur leur imposition, la commune souhaite prendre en charge la participation de la commune au SIRB d’un montant de 35 000 euros sur le budget communal, afin de diminuer la dépense des usagers. C’est un signal fort qui est envoyé à la population, le contribuable aura une baisse d‘impôt dans la rubrique « Autres syndicats SIRB ».*

*Mr PERRIN annonce également que des travaux de régulation du système de chauffage dans le bâtiment municipal seront réalisés afin d’éviter les perditions.*

...

M. PERRIN, maire, présente ensuite au Conseil Municipal le budget primitif général pour l’année 2024. Ce dernier s’équilibre à **2 183 424.56 €** en section de fonctionnement et à **821 267.10** € en section d’investissement.

Il est présenté à l’article 6488 une somme de 3600,00 € correspondant à l’attribution aux agents de 10 bons d’achat de 20 € pour un total de 200 €, à utiliser dans les commerces de la commune, en guise de prime complémentaire

Mr BALY fait remarquer que cette pratique est illégale et en tout état de cause la commune sera assujettie à l’URSSAF et que les agents préfèrent une prime en « monnaie sonnante et trébuchante ».

Mr BALY fait remarquer que le chapitre 13 / ligne 6419 fait apparaitre un excédent de 26 383,06 € (il s’agit du remboursement de l’assurance pour les agents absents, sachant qu’ils n’ont pas été remplacés et que la charge de travail a été reportée sur les agents présents)

Il demande que soit versée la prime exceptionnelle « pouvoir d’achat » accordée par l’État d’un montant de

800 € à chaque agent, ce qui représente un total de 14 400 € (18 agents X 800 €). Plutôt que de dire merci, « des mercis dont les agents en ont plein les poches », ce geste serait effectivement l’occasion de montrer une certaine gratitude et reconnaissance de la part de la collectivité aux agents. Plusieurs agents ont fait remonter leur mécontentement suite à cette décision.

Mr PERRIN répond qu’il est, d’une part, surpris d’apprendre que certains agents aient fait part de leur mécontentement alors même qu’une commission ARTT a eu lieu le 3 avril 2024 avec Françoise Gleize (représentant le personnel administratif), Xavier Le Provost (représentant le personnel des Services Techniques et Frédérique Luserga, représentant le personnel des écoles), Maire et adjoints, aucune opposition a été relevé ce jour-là. D’autre part, les collectivités n’ont pas l’obligation de mettre en place une prime exceptionnelle, c’est une proposition du chef de l’Etat, contrairement aux fonctions publiques hospitalières ou d’Etat. Après réflexion l’équipe a souhaité envoyer un signal aux agents par la mise en place d’un chèque cadeau local de 200€ par agent par an, intérêt de pérenniser cet avantage et de faire fonctionner les commerces locaux. Ce chèque n’est pas assujetti à URSSAF car sera donné dans le cadre d’un évènement spécifique à savoir les fêtes de Noel. Enfin, il rappelle qu’une délibération a été prise à l’unanimité lors du dernier conseil municipal pour renforcer le service « secrétariat », avec le Centre de Gestion, l’excédent évoqué servira aussi à cette dépense de fonctionnement.

Devant le refus, Mr BALY fait remarquer que lorsqu’il s’agit du vote des indemnités des élus, il est voté le maximum mais lorsqu’il s’agit de primes pour les agents, il est voté le minimum

Mr BALY fait remarquer qu’aucune somme n’apparait en « Section d’Investissement / Recettes » produit des cessions alors qu’un terrain de la commune doit être vendu à Âges et Vie et que le permis de construire vient d’être attribué.

Mr PERRIN répond que la projet Ages et Vie suit son cours. La société a déposé le permis de construire, actuellement en instruction. Un compromis de vente suivra, jusqu’à la signature définitive dans un délai de 8-12mois. Cette recette n’est donc pas prévue au budget pour ces raisons.

Le Budget primitif général est consultable en Mairie.

Son exposé terminé, il tient à saluer l’investissement des élus pour la préparation du présent budget, ainsi que les Agents. Il sollicite le débat dans l’assemblée.

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) de valider la proposition.***

### DCM 2024/26 : Budget primitif 2024– Budget Complexe sportif

Le projet de Budget Primitif de l’exercice 2024 s’établit comme suit :

Section d’exploitation équilibrée en dépenses et en recettes à **207 172.23 €**

Section d’Investissement équilibrée en dépenses et en recettes à **186 378.72 €**

Le Budget Annexe du complexe sportif est consultable en Mairie.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée.

…

*Mr PERRIN explique que le DOJO actuel restera là où il se trouve actuellement. C’est le bâtiment le plus énergivore. Mr PERRIN précise qu’une seule chaudière sera conservée au complexe sportif.*

*Il expose 3 projets : 1- Rénovation du complexe sportif,*

*2- Réfection des 2 courts de tennis,*

*3- Rénovation du DOJO.*

*Ces investissements sont subventionnés à hauteur de 70 à 80 % (Travaux maximum autorisé)*

*….*

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, VALANCHON, BALY) d’approuver la proposition.***

# DCM 2024/28 : CD 63 – Dépôt d’un dossier de demande de subvention acquisition lame de déneigement :

# Mr PERRIN, Maire, cède la parole à Mr RAYNAUD, 1er Adjoint, lequel rappelle au conseil municipal la procédure de renouvellement et optimisation des équipements des Services Techniques.

# Suite aux échanges avec les Agents municipaux, il s’est avéré qu’il était indispensable de remplacer la lame de déneigement au vu de son état d’usure.

# A cette fin, il est proposé au conseil municipal d’autoriser Mr le Maire à déposer un dossier de demande de subvention au titre de la subvention pour l’acquisition de matériel de déneigement auprès du Conseil Départemental du Puy-De-Dôme.

# Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. A l’issue des débats, le maire sollicite le vote de l’assemblée.

RAS au titre des débats.

# Entendu l’exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité, de valider la proposition et d’autoriser Mr le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à ce dossier.

### DCM 2024/29 : Détermination des durées d’amortissement des immobilisations (Compes 204xxx)

Monsieur le Maire présente à l’Assemblée l’ensemble du dispositif : assiette, modalités de calcul, exonérations permanentes et facultatives et précise que les collectivités territoriales doivent prendre les délibérations nécessaires à la mise en œuvre du dispositif **avant le 1er juillet 2023**.

**Vu** le code de l’urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

**Vu** la délibération adoptée le 29/11/2019 instituant la taxe d’aménagement sur l’ensemble du territoire communal au taux de 2 % ;

**Vu** la délibération adoptée le 29/11/2019 décidant d’exonérer ***en application de l’article L. 331-9 du code de l’urbanisme, totalement les locaux d’habitation et d’hébergement mentionnés au 1° de l’article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l’exonération prévue au 2° de l’article L. 331-7 ; (logements aidés par l’Etat dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d’intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+) ;***

**Considérant** que l’article précité prévoit que le taux de la part communale de la taxe d’aménagement puisse être augmenté jusqu’à 20% dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d’équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions ;

Entendu l’exposé de Monsieur le Maire, l***e Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité,***

***D’INSTITUER le taux de 3% sur l’ensemble du territoire ;***

***D’EXONERER*** ***en application de l’article L. 331-9 du code de l’urbanisme, totalement les locaux d’habitation et d’hébergement mentionnés au 1° de l’article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l’exonération prévue au 2° de l’article L. 331-7 ; (logements aidés par l’Etat dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d’intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+) ;***

La présente délibération est valable pour une durée d’un an reconductible.

Elle est transmise au service de l’État chargé de l’urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.

### DCM 2024/30 : Mise en place du prélèvement automatique pour le paiement des différents produits locaux

# Mr le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune perçoit des recettes au titre du paiement de différents produits locaux. Afin de faciliter les démarches des usagers, Mr le Maire propose au Conseil Municipal de leur permettre d’utiliser, en plus des modes de paiement classiques, un nouveau mode de paiement et de les inviter, s’ils le souhaitent, à payer leurs créances par prélèvement automatique. Ce moyen de paiement s'appliquera à tous les produits encaissés par la collectivité.

# Mr le Maire précise que le prélèvement automatique offre à l’usager l’assurance d’un paiement dans les délais et à la collectivité un flux de trésorerie à des dates choisies et connues d’avance permettant ainsi une gestion optimisée de la trésorerie. De plus, ce mode de paiement accélère l’encaissement des produits locaux.

# Mr le Maire ajoute qu’un contrat de prélèvement automatique sera proposé selon le modèle joint en annexe de la délibération à chaque usager qui opterait pour ce moyen de paiement.

# Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. A l’issue des débats, le maire sollicite le vote de l’assemblée.

# Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l’unanimité :

# -AUTORISE la mise en place du prélèvement automatique, à compter de ce jour, moyen de paiement qui s’appliquera à tous les produits encaissés par la collectivité ;

# - PRECISE que l’option pour le prélèvement automatique est un choix ouvert à l’usager et ne peut lui être imposé. Ce mode de paiement permet de procéder au règlement des prestations diverses par prélèvement automatique sur leur compte bancaire ou postal ;

# - APPROUVE le modèle de contrat de prélèvement automatique figurant en annexe de la présente délibération ;

# - AUTORISE Mr le Maire ou son représentant à accomplir et à signer toutes formalités en vue de l’exécution de la présente délibération.

### DCM 2024/31 : Remboursement des frais de déplacement au Personnel Communal

Mr PERRIN, Maire, prend la parole et explique au conseil municipal qu’il est proposé au Personnel Communal de suivre des formations au cours de leur carrière professionnelle. Afin de permettre le remboursement des frais engagés par les Agents pour suivre ces formations hors de la commune ou sur place, il est nécessaire que le conseil municipal délibère et autorise ces remboursements.

S’agissant d’une demande de l’employeur, Mr PERRIN propose au conseil municipal de prendre une délibération de portée générale l’autorisant d’une part, à rembourser les frais kilométriques des Agents en formation professionnelle et d’autre part, leurs frais de restauration, lorsque ceux-ci ne sont pas pris en charge par l’organisme de formation.

Son exposé terminé, il sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

# D’APPROUVER la proposition de Mr le Maire ;

# DE DIRE que tous les Agents de la commune (Agent titulaire, stagiaire, contractuel CDI et CDD) ont droit au remboursement des frais de déplacements et frais de restauration,

# DIT que les frais kilométriques seront remboursés dans les conditions prévues dans un arrêté ministériel pris dans le cadre des dispositions du décret n° 91-573 du 19 juin 1991 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement dans la Fonction Publique Territoriale,

# DIT que les frais de restauration seront remboursés sur la base de 16 euros le repas et sur présentation des justificatifs.

# RAPPELLE la nécessité de l’établissement d’un ordre de mission ponctuel ou permanent ainsi que d’un état déclaratif des frais pour justifier lesdits remboursements.

# DCM 2024/32 : Création de postes non permanents

Pour fonctionner et assurer les services aux habitants, la collectivité a besoin de recourir à des emplois non permanents (accroissement saisonnier d’activité et accroissement temporaire d’activité), notamment pour les services techniques au printemps-été et pour le camping municipal.

Il est proposé de créer les emplois non permanents suivants à compter du 1er avril 2024 :

* Adjoint Technique, 35/35, 2 postes
* Adjoint Technique, 30/35, 1 poste

Les postes seront pourvus en fonction des besoins.

***Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide, à l’unanimité :***

* ***De valider la proposition du Maire ;***
* ***De créer des postes non permanents***

### DCM 2024/33 : Modalités d’attribution des chèques cadeaux aux Agents

# Considérant que les prestations d’action sociale, individuelles ou collectives, sont attribuées indépendamment du grade, de l’emploi ou de la manière de servir (Art 9 – loi 83-634) ;

# Considérant qu’une valeur peu élevée de chèques cadeaux attribués à l’occasion de Noël n’est pas assimilable à un complément de rémunération ;

# Considérant que l’assemblée délibérante reste libre de déterminer les types d’actions, le montant des dépenses, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre ;

# Monsieur le Maire propose d’attribuer des chèques cadeaux aux Agents titulaires, stagiaires, contractuels (CDI), contractuels (CDD), dès lors que le contrat soit supérieur à 1 an et présence dans la collectivité au 25 décembre.

# Ces chèques cadeaux seront attribués à l’occasion de Noël dans les conditions suivantes :

# En soutien au commerce local, ces chèques cadeaux (sous forme de 10 chèques cadeaux de 20 € l’un, d’une valeur totale de 200.00 € seront versés chaque année aux Agents à compter de 2024, et sont uniquement valables dans l’ensemble des commerces, artisans, services et associations de la commune de Saint-Georges-De-Mons adhérant à cette initiative.

# Les crédits prévus à cet effet seront inscrits au budget, article 6488.

# Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide, PAR 14 VOIX POUR et 3 ABSTENTIONS (MM AGRAIN, BALY, VALANCHON) :

- **VALIDE cette proposition,**

**- AUTORISE Mr le Maire ou son représentant à accomplir et à signer toutes formalités en vue de l’exécution de ce dossier.**

### DCM 2024/34 : Autorisation de signature de mise à disposition de personnel communautaire pôle service jeunesse

Mr PERRIN, Maire, cède la parole à Mme DESGEORGES Céline, 3ème Adjointe au Maire, laquelle propose au Conseil Municipal une convention portant mise à disposition d’un Agent communautaire du service « Jeunesse » de la communauté de communes Combrailles Sioule et Morge au profit de la commune de Saint-Georges-De-Mons afin de permettre aux enfants de l’école élémentaire de bénéficier d’une activité sportive pour la période du 8 janvier 2024 au 16 février 2024, (2 heures le lundi, 2 h 30 le mercredi et le jeudi pendant 6 semaines, soit 43 heures au total. Le coût estimatif serait de 961.00 €.

Son exposé terminé, Mme DESGEORGES Céline sollicite le débat dans l’assemblée.

A l’issue des débats, Mme DESGEORGES Céline sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

* ***D’APPROUVER la proposition présentée ci-dessus impliquant la participation d’un intervenant de la communauté de communes Combrailles Sioule et Morge pour l’activité sportive à l’école élémentaire,***
* ***D’AUTORISER, le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

### DCM 2024/35 : Demande de déclassement dans le domaine public une partie de la parcelle BL01106 (Mr LAGE)

Mr PERRIN, Maire, propose au Conseil Municipal de déclasser dans le domaine public, une partie de la parcelle BL 01106 appartenant à Mr LAGE, soit 45 m2, afin de permettre aux particuliers se rendant au complexe sportif ou au centre aquatique, de garer leur véhicule sur le domaine public.

Son exposé terminé, Mr le Maire sollicite le débat dans l’assemblée.

A l’issue des débats, Mr PERRIN, Maire, sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

* ***D’APPROUVER la proposition présentée ci-dessus ;***
* ***DE PRENDRE EN CHARGE les frais relatifs à ce projet, à l’article***
* ***D’AUTORISER, le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

**DCM 2024/36 : Parcelles vendues à Mr COLART cadastrées**

M. PERRIN, maire, rappelle que les parcelles vendues à Mr COLART et Mme THEUREAU sont maintenant cadastrées section ZI n° 158 et ZI n° 160 (Cf document d’arpentage en pièce jointe).

Il est précisé que la parcelle ZI n° 160 n’est pas affectée à un usage public et il est nécessaire de demander le déclassement de ladite parcelle du domaine public.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal.

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

* ***De valider la proposition ;***
* ***De transmettre une copie de la délibération à l’office notarial de Manzat en charge de ce dossier ;***
* ***D’autoriser le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

**DCM 2024/37 : Cession parcelles ZT n° 4 et ZT n° 5**

M PERRIN, Maire, prend la parole et propose au Conseil Municipal de valider la cession des parcelles ZT n° 4 et ZT n° 5 au bénéfice de Mme CHANIER Brigitte.

Parcelle ZT n° 4, d’une superficie de 3 630 m2, au prix de 726.00 € HT

Parcelle ZT n° 5, d’une superficie de 3 570 m2, au prix de 714.00 € HT, soit un total HT de 1 440.00 € hors frais notariés qui sont à charge de l’acquéreur. Cette dernière, a confirmé son souhait de procéder à la transaction dans ces conditions.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré, PAR 16 VOIX POUR et 1 ABSTENTION (Mr BALY) :***

* ***D’ACCEPTER la proposition présentée ci-dessus ;***
* ***DE NOMMER l’OFFICE NOTARIALE DE MANZAT pour défendre l’intérêt de la commune et rédiger les actes nécessaires ;***
* ***D’AUTORISER Mr le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

**DCM 2024/38 : TERRITOIRE D’ENERGIE 63 – Autorisation de signature travaux de réfection éclairage public en led -T1 (Boules/BF/Vétustes)**

M. PERRIN, Maire, cède la parole à M. RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire, lequel donne lecture à l’assemblée du dossier relatif au projet de travaux d’éclairage public portant réfection de l’éclairage public en led - T1 (Boules/BF/Vétustes) en vu de limiter les coûts induits de fonctionnement pour les collectivités adhérentes à la compétence éclairage public de TERRITOIRE D’ENERGIE Puy-De-Dôme.

Ce programme est proposé et mené par TERRITOIRE D’ENERGIE Puy-De-Dôme dans les conditions ci-après :

Territoire d’Energie Puy-De-Dôme prend en charge la réalisation de ces travaux en les finançant dans la proportion de 50 % du montant HT ;

La commune apporterait un fonds de concours égal à 50 % de ce montant auquel s’ajoute l’intégralité du montant TTC de l’écotaxe soit 28 016.56 €.

Son exposé terminé, M. RAYNAUD sollicite le vote de l’assemblée

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

**D’ACCEPTER** le projet ;

**D’AUTORISER** Mr le Maire ou son représentant à signer la convention de financement de travaux de l’éclairage public d’intérêt communal, ou tous documents afférents à ce dossier.

**DCM 2024/39 : TERRITOIRE D’ENERGIE 63 – Autorisation de signature travaux de réfection éclairage terrain d’entraînement en led**

M. PERRIN, Maire, cède la parole à M. RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire, lequel donne lecture à l’assemblée du dossier relatif au projet de travaux d’éclairage public portant réfection de l’éclairage du terrain d’entraînement en led en vu de limiter les coûts induits de fonctionnement pour les collectivités adhérentes à la compétence éclairage public de TERRITOIRE D’ENERGIE Puy-De-Dôme.

Ce programme est proposé et mené par TERRITOIRE D’ENERGIE Puy-De-Dôme dans les conditions ci-après :

Territoire d’Energie Puy-De-Dôme prend en charge la réalisation de ces travaux en les finançant dans la proportion de 50 % du montant HT ;

La commune apporterait un fonds de concours égal à 50 % de ce montant auquel s’ajoute l’intégralité du montant TTC de l’écotaxe soit 24 001.92 €.

Son exposé terminé, M. RAYNAUD sollicite le vote de l’assemblée

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

**D’ACCEPTER le projet ;**

**D’AUTORISER Mr le Maire ou son représentant à signer la convention de financement de travaux de l’éclairage public d’intérêt communal, ou tous documents afférents à ce dossier.**

**Rapport des délégations données au Maire :**

Le Maire fait état de 12 déclarations d’intentions d’aliéner n’ayant pas fait l’objet de l’exercice de droit de préemption urbain.

**Rapport d’activité des syndicats intercommunaux**

1/ Communauté de Commune Combrailles, Sioule et Morge :

Mr PERRIN annonce que la CC CSM a voté les budgets et les taux de fiscalité. Il fait part de sa participation avec d’autres élus à une rencontre organisée avec le président de CSM, afin de trouver une alternative aux 3 scénarios envisagés par le président.

Mr PERRIN rapporte à l’assemblée que le président de CSM a assuré que les études pour le pôle enfance jeunesse à St-Georges-De-Mons, seront lancées, que l’ensemble des subventions seront demandées et le dépôt du permis de construire sera déposé fin 2025 début 2026.

Mr PERRIN précise que malgré les difficultés rencontrées, l’équipe a poursuivi ses efforts et s’est battu pour conserver ce pôle à Saint-Georges-De-Mons.

Mr PERRIN fait part de l’augmentation d’impôt par la communauté de commune qui sera effective à partir du mois d’octobre 2024 pour les foyers.

Mr PERRIN souligne que des efforts ont été réalisés par CSM sur le budget de fonctionnement ainsi qu’au moment de la crise énergétique par la fermeture de certains bâtiments communautaires.

2 / SIAEP Sioule et Morge :

Mr RAYNAUD annonce que le budget du syndicat est voté. Il en ressort une diminution de la vente de l’eau qui a baissé de 4 %, ce qui signifie que les foyers ont modéré leur consommation d’eau, ce qui est une bonne pratique.

En ce qui concerne les ressources en eau, Mr RAYNAUD fait part de la réactivation de forages de 80m par 600 de profondeur de la Cheire, tout en haut de Pontgibaud pour constituer des réserves d’eau.

Mr RAYNAUD signale que l’étude pour la nouvelle station d’épuration de la Viouze est lancée.

3/ SIRB :

Mme TRIPHON révèle à l’assemblée que les chiffres 2023 sont catastrophiques. Mr CHATARD Eric, Conseiller aux Décideurs Locaux, a tiré la sonnette d’alarme sur la gravité de la situation financière du syndicat.

Mme TRIPHON souligne que le budget est voté et que 4 communes ont voté contre le budget.

La vente du camping à 300 000€ couvre tout juste le déficit du village de vacances. Il a été demandé la vente de tous les biens, du village vacances et des chalets. Il est souhaité que le site Chartreuse de Port-Sainte-Marie revienne à la commune de Chapdes-Beaufort et les plages du Pont du Bouchet et de Confolant à la commune de Miremont et la plage de La Chazotte à la commune de Saint-Jacques d’Ambur.

Mr PERRIN précise que 2024 est une année test, et qu’il faut malheureusement repartir dans cet engrenage duquel on ne peut échapper pour l’instant. Il rappelle que les contributions du SIRB sont passées de 25 000 € à 36 000 €.

4 / SYDEM Pontaumur-Pontgibaud :

Mr AGRAIN annonce qu’un dispositif de bacs sur colonne à verres sera implanté sur la commune :

- vers l’entrée de la salle des fêtes Les Richards,

- vers intermarché.

Mr AGRAIN signale que les habitants disposeront de badges afin d’y accéder et précise que la colonne de verres située vers le bâtiment des célibataires sera retirée et installée à la Rochebouton.

Mr PERRIN salue la bonne initiative du SYDEM.

Mr RAYNAUD fait savoir à l’assemblée que cette année, 2 Agents et un élu ont été invités à une matinée de présentation des différentes méthodes de maîtrise des mauvaises herbes, les bonnes recommandations, animée par Mr David ROUX. Les procédés étaient très intéressants, les Agents étaient satisfaits. Mr RAYNAUD annonce qu’il a invité Mr ROUX pour venir sur la commune faire une séance, dans un premier temps avec les élus et les Agents, et dans un second temps, avec la population de St-Georges, des Ancizes et de Queuille, si ces derniers sont d’accord, afin de présenter les bonnes pratiques à appliquer.

5/ SMAD des Combrailles

Mr PERRIN fait part du lancement du SCOT du Pays des Combrailles regroupant 99 communes, afin de permettre la révision de ce document d’urbanisme. Il est à noter que cette procédure va durer au moins 5 ans pour sa mise en conformité.

6/ EPF SMAF :

RAS.

7/ TERRITOIRE D’ENERGIE du Puy-de-Dôme :

Mr RAYNAUD signale que le Territoire d’Energie pourrait être contraint d’ajuster à la baisse les investissements sur le territoire. C’est pourquoi, toutes les demandes provenant des collectivités pour des travaux de réfection d’éclairage public en led ne seront pas toutes honorées, seuls les premiers projets seront pris en compte.

Mr RAYNAUD informe qu’une table ronde concernant l’énergie est organisée le 22/10/2024 à la grande halle, sur inscription uniquement. Mr RAYNAUD pense que cette journée peut être très intéressante. Il précise qu’un ingénieur a été spécialement recruté pour travailler sur la chaleur fatale. Mme LEFOUR ajoute que la société Aubert et Duval relance également cette étude.

Mr RAYNAUD rappelle le test lancé pour l’abaissement des compteurs électriques. Sur 130 000 abonnés, 120 000 ont acceptés de faire le test qui s’est bien passé, sauf pour 2 compteurs qui n’ont pas bien fonctionnés. Pour cette action 300 Agents étaient mobilisés. Une décision sera prise pour généraliser cette expérience sur tout le territoire afin d’éviter les coupures franches.

**PADD**

* **POINT DE SITUATION SUR LE REDRESSEMENT JUDICIAIRE DE LA MANUFACTURE DES LUMIERES**

Mr PERRIN fait part à l’assemblée de sa rencontre en date du 1er mars avec les 3 représentants du personnel de la CGT et sa rencontre en date du 7 mars avec la représentante du personnel de la CFDT. Il précise que la date limite des dépôts des dossiers de reprise est repoussée au 16 avril 2024.

Mr PERRIN signale l’existence d’une passerelle avec Aubert et Duval dans le cas où il n’y aurait pas de repreneur ou reprise avec plan social.

* **POINT SUR LE DOSSIER SANTE**

Mr PERRIN signale qu’il va rencontrer avec Mme LEFOUR les 3 médecins des Ancizes-Comps le 19 avril prochain.

Mr PERRIN rappelle que Mme THOMAS, pharmacienne de St-Georges s’est coordonnée avec les personnels de santé des Ancizes-Comps, bien qu’ayant ses locaux à St Georges. Le Maire invite les autres professionnels de santé de St-Georges à suivre cet exemple, la coordination est selon lui la clé pour faire venir des médecins sur une commune, en atteste les communes des Ancizes-Comps et de Pontgibaud.

* **POINT DE SITUATION TRAVAUX DE VOIRIE 2024**

Mr RAYNAUD informe l’assemblée que les travaux de voirie seront réduits cette année du fait de la réception de la facture reçue en mairie le 21 août 2023, concernant les travaux de l’année 2019 pour l’aménagement des abords de la voirie de la pharmacie de St-Georges dont le solde s’élève à 78 536.52 € et qui doit être acquittée en 2024.

La commune fera des travaux de voirie pour 8 000.00 € cette année au lieu de 60 000 € chaque année.

* **POINT DE SITUATION SUR LE COLUMBARIUM :**

Mr GRATADEIX présente un projet de cavurnes pour le cimetière. Il explique que ce type de sépulture est matérialisé par un petit caveau creusé en profondeur et conçu pour accueillir les cendres des défunts. Mr GRATADEIX souligne que selon les dimensions du cavurne, il est possible d’y placer plusieurs urnes.

Il précise que 3 entreprises ont été contactées afin d’établir un devis.

Mr PERRIN remercie Mr GRATADEIX du traitement de ce dossier et de proposer cette solution de cavurnes, novatrice et individuelle.

* **REHABILITATION DE L’ECOLE NOTRE DAME**

Mr PERRIN annonce que OPHIS a retenu la candidature de la commune de Saint-Georges-De-Mons, afin de bénéficier du programme « Lodges Séniors » (logements adaptés Séniors) à l’emplacement de l’école Notre Dame avec la réhabilitation de l’école en 15 logements séniors sociaux adaptés à des personnes autonomes. OPHIS procèdera au lancement des études en 2024, le dépôt des dossiers aux subventionneurs se fera début 2025 avec un retour mi 2025.

Mr PERRIN souligne que OPHIS en partenariat avec le Conseil Départemental apporte ainsi une réponse intermédiaire entre le domicile et l’EHPAD dans les conditions du « Bien Vieillir chez soi ».

Les « Lodges Séniors » (logements adaptés aux générations séniors) sont des logements adaptés au vieillissement, un produit abordable et compatible avec les revenus des plus modestes.

Mr PERRIN précise que c’est un projet complémentaire à celui porté par la société « AGES ET VIES »

Mr PERRIN signale qu’un porteur de projet privé (animation touristique) a fait une proposition d’achat écrite pour ce site pour un montant de 50 000 €.

Mr PERRIN ajoute que cette personne ne souhaite pas s’étaler sur son projet. Un contact sera néanmoins pris avec ce porteur de projet au cas où l’OPHIS ne donnerai pas suite à son projet « Lodges Séniors » par manque de subventions.

* **CARTE TOURISTIQUE ET PLAN DE LA VILLE**

Mr PERRIN déclare qu’une réunion de finalisation a lieu le 18 avril prochain avec l’association du patrimoine « Passage » avant le lancement de l’impression prévue début mai, pour l’ouverture de la saison touristique.

* **BILAN CAMPING 2023**

Mr BONNAFOUX présente le bilan 2023 du camping municipal. C’est la première année que le bilan présente un excédent aussi important.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **BILAN CAMPING MUNICIPAL** |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  | **2021** | **2022** | **2023** |
| **DEPENSES** |  |  |  |
| Eau & assainissement | 1 144.24 € | 1 122.05 € | 1 315.74 € |
| Electricité + gaz | 2 170.90 € | 2 894.11 € | 5 636.95 € |
| Produits d'entretien | 734.20 € | 187.71 € | 125.15 € |
| Achat petit matériel tubes trx) | 1 061.69 € | 1 375.49 € | 921.21 € |
| Fournitures administratives | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| Contrat prestation services (Borne camping-cars M-INNOV) | 115.20 € | *115.20 €* | *115.20 €* |
| Entretien de bâtiments | 873.60 € | 768.07 € | 1 959.11 € |
| Location trancheuse | 278.61 € | 0.00 € | 0.00 € |
| Indemnité régisseur | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| Fêtes et cérémonies | 105.33 € | 0.00 € | 0.00 € |
| Téléphone internet | 728.71 € | 970.40 € | *614.56 €* |
| Réseaux installation WIFI |  | 192.00 € |  |
| Location terminal de paiement | 0.00 € | 0.00 € | *232.32 €* |
| Services bancaires | 11.25 € |  | 96.12 € |
| Charges de personnel | 1 352.34 € | **4 771.37 €** | 3 912.91 € |
| Dépannage autres biens (Dépannage lave linge) |  | **578.41 €** |  |
| Reversement taxe séjour | 0.00 € |  |  |
| **TOTAL DEPENSES** | **8 576.07 €** | **12 974.81 €** | **14 929.27 €** |
|  |  |  |  |
| **RECETTES** |  |  |  |
| Droits de stationnement emplacement + location chalets | 7 429.73 € | **13 355.17 €** | 17 585.62 € |
| Locations encaissées après journée complémentaire |  |  |  |
| Taxe de séjour |  |  |  |
| Produits exceptionnels | 30.00 € |  |  |
| Loyers chalets |  |  |  |
| **TOTAL RECETTES** | **7 459.73 €** | **13 355.17 €** | **17 585.62 €** |
| **RESULTAT** | **-1 116.34 €** | **380.36 €** | **2 656.35 €** |

Mr PERRIN remercie toutes les personnes qui ont permis de faire cet excédent.

* **FESTIVITES**

Mr PERRIN rappelle le programme de la fête patronale les 26, 27 et 28 avril prochain.

Mr PERRIN annonce les 70 ans de l’Amicale des portugais le 07/05/2024 à 19 h 00 à la salle des fêtes.

Mr PERRIN rappelle les Estivales de Saint-Georges.

* **ELECTIONS EUROPEENNES**

Mr PERRIN invite les élus au prochain scrutin des élections européennes qui se dérouleront le 09/06/2024.

* **POINT SUR L’ETAT D’AVANCEMENT PROJET RENOVATION ECOLE MATERNELLE**

Mme DESGEORGES informe que l’étude de faisabilité est en cours pour un premier retour début mai.

* **ETAT D’AVANCEMENT DU PROJET AGES ET VIES**

Mr PERRIN informe que la société AGES ET VIES a déposé le permis de construire. Le projet se poursuit.

* **POINT DE SITUATION SUR LA REVISION GENERALE DU PLU**

Mr PERRIN signale que le PADD est maintenant débattu. Il ajoute que l’enquête publique est prévue au 4ème trimestre 2024, et l’adoption définitive par le conseil municipal fin 2024 ou début 2025.

* **BILAN DE LA RENCONTRE AVEC LES CHASSEURS**

Mr PERRIN explique que le terrain sis vers le château d’eau proposé aux chasseurs ne leur convient pas.

Ils préfèrent un terrain identifié par la précédente mandature à destination première des gens du voyage à Pourtières. Une rencontre a eu lieu avec une partie des riverains de village qui semblent plutôt favorables. Une étude est en cours de chiffrage pour la création d’un local sur ce terrain. Une fois le chiffrage fait, une réunion du village suivra.

* **BILAN DE LA REUNION DE VILLAGES « LES RICHARDS »**

*Mr PERRIN souligne qu’un peu plus de 80 personnes sont venues à la rencontre des élus et ont fait part de leurs doléances notamment des problèmes de vitesse, d’ordures ménagères et l’entretien des chemins.*

*Des actions seront réalisées tout au long de l’année et l’an prochain pour répondre à l’ensemble des besoins.*

* **REHABILITATION ECOLE NOTRE DAME**

Mr PERRIN annonce que OPHIS a retenu la candidature de la commune de Saint-Georges-De-Mons, afin de bénéficier du programme « Lodges Séniors » (logements adaptés Séniors) à l’emplacement de l’école Notre Dame avec 15 logements séniors sociaux adaptés à des personnes autonomes. Ophis procèdera au lancement des études en 2024, le dépôt des dossiers aux subventionneurs se fera début 2025 avec un retour mi 2025.

Mr PERRIN signale qu’un porteur de projet (animation touristique) a fait une proposition écrite pour ce site pour un montant de 50 000 €.

Mr PERRIN ajoute que cette personne ne souhaite pas s’étaler sur son projet. Un contact sera pris avec cette dernière.

Mr BALY prend la parole pour faire la lecture d’un texte indiquant sa relaxe dans l’affaire qui l’oppose à Jean-Pierre DIAS pour « des prétendues violences ».

Il en fait lecture au Conseil municipal sachant que cette affaire à fait l’objet de différentes interventions notamment au Conseil municipal du 15 novembre 2022 et celui du 18 juillet 2023.

Mr BALY demande la démission du Conseil Municipal de Mr Jean-Pierre DIAS, adjoint au Maire.

Mr PERRIN rappelle à Mr BALY que l’altercation a bien été reconnue par le tribunal, néanmoins la faute n’était pas suffisamment caractérisée.

Mr BALY reprend la parole pour faire la lecture d’un texte demandant l’identité du conseiller municipal de Saint Georges qui interpelle régulièrement son employeur, le Maire de Riom, « afin de le dénigrer » selon ses dires.

Pas de réaction.

**La séance est levée à 21 h 30**

**Intervention du public :**

Coût aéroskate :

Il est signalé que le coût s’élève à 2 537 € HT (terrassement, fournitures, pose rondins, gravillons, géotextile) Le reste à charge pour la commune est de 507.40 €. La structure avait été financée par l’équipe précédente et stockée aux Services Techniques.

Coût des travaux de la salle du conseil municipal (9 693.32 €)

Coût des travaux à la maison Magne en vue de l’installation d’un commerce et d’un service (3 080.14 €)+ loyer (500.00 €/mois)

**Obligation d’emploi** – Les collectivités territoriales comptant au moins vingt Agents équivalents-temps plein doivent employer au moins 6% de personnes handicapées dans leur effectif global. Notre collectivité n’est donc pas concernée et n’emploi à ce jour aucune personne en situation de handicap.

Il est donné le montant des charges pour le cabinet médical pour l’année 2023 :

Electricité : 380.42 €

Eau : 145.98 €

Les élus sont remerciés pour ces réponses.

Il est souligné que le porteur de projet privé de l’école Notre Dame compte faire travailler de nombreux investisseurs et entrepreneurs sur son projet d’animation dans le cas où ce projet serait retenu par la commune.

Il est signalé un grave problème sur l’eau du robinet au niveau national : les PFAS seront intégrées dans l’eau à compter du 01/01/2026.

Il est répondu que le SIAEP a la compétence et gère cette problématique mais la question sera posée au syndicat afin de vous répondre avec les bons arguments.

Il est signalé un problème de sécurité sur la « rue des Tilleuls» au STOP, les voitures ne peuvent pas se croiser.

Il est répondu que ce point de vue est partagé et a été identifié. Des barrières sont commandées afin d’empêcher ce problème.

Il est demandé le bilan financier des travaux de l’auberge Le St Georges.

Il est répondu que celui-ci est inclus dans le dernier bulletin municipal.

Il est demandé l’état d’avancement des projets des CMJ.

Il est répondu qu’une pose a été sollicitée par les jeunes, ce qui a permis d’espacer un peu les choses. Un rendez-vous est pris avec eux pour travailler avec l’amicale laïque et l’APE pour la fête patronale et ils souhaiteraient faire une randonnée zéro déchets sur la commune de Saint-Georges-De-Mons puis sur la commune des Ancizes-Comps. Il est à noter que les CMJ souhaiteraient l’achat d’agrées.

Il est signalé la grande fête le 22/06/2024 concernant l’ouverture des jeux olympiques au complexe sportif Jean Duval, organisé par l’Union Musicale en Combrailles.